



Fédération

Syndicale

Unitaire

AQUITAINE

CTA du 18 décembre 2014

Déclaration FSU

Monsieur le Recteur,
Mesdames, messieurs les membres du CTA,

Les premières élections professionnelles unifiées pour toutes les fonctions publiques laissent un sentiment d'inachevé. Si nous pouvons nous réjouir de la légère hausse de la participation dans l'Éducation Nationale, nous sommes encore loin du compte. Force est de constater que le tout numérique n'est pas encore une panacée démocratique. L'un des paradoxes de cette élection est que le corps qui participe le plus, celui des chefs d'établissement, n'a pas su ou voulu créer une véritable ambiance de vote dans les établissements, en particulier en permettant l'installation de visuels officiels conséquents. Nous demandons que notre déclaration à l'issue du scrutin et nos remarques au PV soient jointes en annexe au compte rendu de ce CTA.

L'actualité, c'est l'Éducation Prioritaire. Les mouvements qui ont eu lieu depuis quelques semaines et se poursuivent encore actuellement sont bien le signe d'un rejet des choix gouvernementaux sur cette question. Pour la FSU, plusieurs éléments sont particulièrement significatifs :

- En traitant l'enseignement prioritaire à euros constants et en redistribuant les moyens, le ministère a attiré l'attention sur les évolutions les plus négatives de notre société actuelle en relation avec son système éducatif : paupérisation de notre population, accroissement des inégalités et des écarts de réussite scolaire, augmentation des besoins en matière de prise en charge des difficultés, renforcement des décrochages scolaires et des phénomènes de phobie scolaire, ...
- La réflexion a mis en lumière les besoins réels au delà des écoles et des établissements concernés. En zones rurales comme en zones urbaines, d'autres structures, notamment des lycées professionnels, pouvaient légitimement revendiquer de pouvoir entrer dans le dispositif.
- L'objectif affirmé de rendre le dispositif plus lisible n'est aucunement réalisé. Au contraire, des indicateurs trop généraux et peu articulés entre eux, le flou, voire le caractère incompréhensible de certaines décisions, ont rendu la carte opaque et injuste tant au yeux des personnels que des usagers.
- Les conditions de sortie du dispositif sont loin d'être claires malgré les promesses faites. L'allocation progressive des moyens reste pour l'instant une nébuleuse peu construite mais qui laisse présager que l'on va résoudre le problème de la sortie par le désormais classique « déshabiller Pierre pour habiller Paul ».
- Les conditions de travail se sont tellement dégradées ces dernières années que les personnels s'accrochent à chaque petite amélioration potentielle. L'Éducation Prioritaire fait partie de ces améliorations.

Il était bien sur nécessaire de faire évoluer la carte de l'éducation prioritaire. Mais la seule évolution acceptable est celle qui reconnaît les réalités du terrain, met en place des critères transparents, lisibles et équitables et permet à chaque école, chaque collège et chaque lycée qui y répondent à entrer dans le dispositif. C'est cela que la FSU réclame pour les rentrées à venir.

Dans la même logique budgétaire, le décret sur le redoublement, paru deux mois avant la

conférence des experts choisis, n'apporte aucune réelle solution aux problèmes rencontrés avec bon nombre d'élèves en rupture de scolarité. En proposant de n'accompagner ces élèves qu'à moyens constants et avec des dispositifs pédagogiques flous, décidés à l'interne, ce décret ne fait qu'accroître l'angoisse et l'impuissance des collègues. La FSU dénonce la généralisation des solutions bureaucratiques à la difficulté scolaire (PPRE, PAP, AP, ...) qui sont surtout destinées à faire croire que l'on fait quelque chose et qui donne du travail supplémentaire aux collègues. Cela crée aussi des inégalités fortes en fonction des classes et du nombre de mesures à mettre en place.

La mobilisation des collègues de l'enseignement professionnel partout dans notre académie pour s'opposer à la fermeture ou au transfert de leur(s) section(s) marque leur attachement à ces formations pour les jeunes. Nos établissements ne peuvent pas devenir un laboratoire des pires mesures que les autorités voudraient prendre en aménagement du territoire ! Il est par exemple absurde de penser qu'en fermant à Tarnos pour transférer à Peyrehorade une demi-section de chaudronnerie, nos élèves vont suivre sans problème comme il est absurde de fermer un bac pro électrotechnique à Parentis.

La carte des formations proposée contient indéniablement des avancées par rapport au document précédemment présenté. Des fermetures ou des transferts de Bac pro ou de CAP ont été annulés. Mais quand demeurent des décisions de fermetures ou de transferts de sections indispensables pour la formation professionnelle de nos jeunes dans des secteurs géographiques déjà fragilisés par la crise, on est en droit de se demander si le but recherché n'est pas la fermeture en initial par la voie scolaire pour réouverture en apprentissage ou dans le privé. Et pendant ce temps, des jeunes se retrouvent à la rue dans l'attente... ou pas d'un retour en formation.

Et puisque nous évoquons l'enseignement professionnel, nous ne saurions passer sous silence l'accident dramatique qui est arrivé hier, dans une entreprise du bâtiment de la banlieue toulousaine, à un lycéen stagiaire et qui a entraîné l'amputation de son bras droit. Ce grave accident nous rappelle à tous qu'il est primordial de tout mettre à oeuvre pour assurer la santé et la sécurité de nos élèves, que ce soit en lycée ou en entreprise.

Enfin, la FSU ne se lassera pas de répéter que l'une des priorités majeures est la revalorisation des personnels de l'Éducation Nationale. Sans cette mesure essentielle, nos collègues vont se désinvestir, les recrutements seront de plus en plus difficiles dans certaines disciplines, l'école publique se verra de plus en plus délaissée par les familles disposant de quelques moyens. La FSU attend du gouvernement qu'il réponde enfin à cette urgente et légitime revendication.